



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe
Le Think Tank des dynamiques européennes

Paris, le 20 septembre 2018

M. Jean-Claude JUNCKER
Président de la Commission européenne
Commission européenne
Rue de la Loi
B – 1049 Bruxelles

Monsieur le Président

Je me permets ce nouveau courrier suite à votre discours de septembre sur l'état de l'Union devant le Parlement européen, que nous avons suivi avec attention. Je vais me permettre de reprendre le canevas chronologique de vos propos dans les sujets abordés dans une appréciation voire une critique brève toujours constructive, à charge et à décharge respectant un certain équilibre, en espérant que vous le comprendrez bien de cette façon.

En préambule, je me permets de vous féliciter pour la politique industrielle que vous avez lancée, qui devra être incluse dans la politique générale future, mais qui devra démontrer ses fruits dans des projets qui seront, nous l'espérons, mesurables, accessibles, réalistes et réalisables et déterminés dans le temps au-delà de l'annonce des montants annoncés voire investis.

Je suis néanmoins surpris par vos propos de pilotage sauf à y deviner un certain appel collectif ou un appel à l'aide, peut-être par un constat de rupture, comme l'ont souligné certains parlementaires. Certes il est difficile en 5 ans de changer définitivement les choses surtout dans un environnement tel que celui de l'Europe. L'essentiel est de changer en début de mandat pour engager les mesures nécessaires parfois, voire souvent jugées impopulaires sans faire plaisir à tout le monde. Mais faut-il tout changer et est-ce cela que vous demandent les Etats ? Peut-être désirent-ils aussi conserver certains éléments d'identité et de souveraineté tout en respectant certaines contraintes pour assurer une certaine stabilité qui font désormais de l'Europe un espace de paix. Même si le travail continue et même si des choses restent à faire, il est toujours possible de faire un bilan au bout de 4 ans comme dans toute forme d'organisation, à chaque demande et au moins une fois par an. Je m'interroge désormais sur le processus des plans que vous avez initiés tout en espérant leur réussite. Peut-être ne voulez vous pas faire de bilan mais parler uniquement des tâches à réaliser tant votre déception est grande mais le Président du Parlement vous a rappelé aussi ensuite que les déceptions sont partagées. Vous rappelez que d'ici le 9 mai en Roumanie et avant les élections, il sera normal de prendre des décisions au risque d'être impopulaire. Peut-être est-ce la différence entre le manager élu une fois et le politique qui veille à son électorat. Enfin, peut-être le développeur que vous êtes passera-t-il ensuite la main à une personnalité plus consolidatrice comme dans tout cycle de vie.

Vous avez raison de rappeler l'année 1913, année calme mais plutôt car la grande guerre n'aurait jamais du dépasser sa zone d'étincelle entre deux pays, qui définit nombre d'empires peut-être aussi de façon salvatrice pour davantage de développements et d'échanges et qui rendit à



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Le Think Tank des dynamiques européennes

d'autres pays des territoires perdus. La suite ne fut que conflits latents même avec la résolution de 1920 d'arrêter les guerres en oubliant les rancœurs des vaincus muselés par des actes de soumission non raisonnables.

Certes le continent connaît la paix grâce à l'Union et les nationalismes cherchent des coupables plutôt que des solutions, car peut-être considèrent-ils qu'il n'y a pas de problèmes, surtout quand ils gagnent les élections nationales et que leur nouvelle politique rentre ensuite en opposition avec la politique générale de l'UE et les valeurs européennes, établie avec leurs prédécesseurs. L'intoxication du Brexit dans les campagnes a eu lieu aussi en France et d'autres pays avec des contre leaders qui ensuite parfois disparaissent. Misons sur les consultations citoyennes renforcées que vous organisez d'ailleurs depuis longtemps avec les mois de l'Europe ou autres soutiens et structure de communication.

Vous dressez néanmoins un certain bilan en annonçant que la crise économique est tournée avec des emplois en hausse, vite contredit par certains parlementaires. Il aurait été important de rappeler que l'euro fort et protecteur en a été un facteur. Vous rappelez votre plan d'investissement de plus de 400 milliards, les efforts herculéens souvent sous-estimés du peuple grec, qui avait quant à lui cru peut-être un peu trop vite et fort à l'euro en se croyant immédiatement riche et découvrant la carte de crédit.

Vous dites que l'Europe ne sera jamais une forteresse car nous comprenons que le commerce fait davantage progresser les économies et la démocratie. Vous rappelez le plus grand marché unique au monde avec les accords commerciaux extérieurs avec 70 pays et des normes élevées qui fait que notre continent est ouvert mais non offert notamment par de nombreux accords d'union douanière, de partenariat économique ou de libre échange comme avec le Canada ou le Japon ou comme d'autres annoncés. Mais l'Europe doit aussi savoir se protéger par les normes et chercher des réponses aux tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis ou à l'attitude à la carte de la Chine, même au sein de l'OMC qui doit sans doute être réinventée. Cette ouverture doit veiller aux initiatives individuelles d'achats externes en se reposant la question à chaque fois si elles sont justifiées par un manque, un prix élevé ou une notion de géopolitique dans une sorte de préférence européenne sans fermer les frontières par un Buy European Act dans la défense, le spatial et la haute technologie en général.

Vous rappelez que l'Europe est une force incontournable quand elle parle d'une seule voix sans surprise pour ses interlocuteurs. Vous parlez sans doute de l'initiative prise par certains pays sauf quand elle est validée comme porte parole mais il doit sans doute en être de même entre la haute représentante et le président du Conseil avec des positions clarifiées.

Vous rappelez les objectifs de réduction de CO2 pour 2030. Nous devons réviser les attitudes et mettre en valeur les savoirs pour réduire le réchauffement non uniquement créé par l'homme mais aussi augmenter la salubrité de notre environnement pour le bien être des personnes, des animaux et de la flore.

Vous rappelez que l'agriculture soit assurer la sauvegarde des populations futures mais il convient sans doute de sauvegarder aussi les terres au profit déjà des Européens qui peuvent aussi eux-mêmes exporter si on leur donne la possibilité de cultiver.

I.R.C.E. – Institut de recherche et de Communication sur l'Europe – Association de loi 1901

Siège : Maison de l'Europe de Paris – 29 avenue de Villiers – 75017 PARIS – siret 789 170 818 00023 – 00 33 (0)1 44 61 85 81

Adresse postale et de gestion : 12 rue du Port 21130 Les Maillys– 9499Z - 00 33 (0)3 80 57 38 42

www.irce-oiing.eu – contact@irce-oiing.eu



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Le Think Tank des dynamiques européennes

Vous abordez bien entendu les Balkans sur lesquels il faut travailler avant que d'autres ne s'en occupent. Pensez-vous aux Russes, Chinois ou peut-être aux Etats-Unis qui ont eu plus de résultats que l'UE dans certains pays sur la corruption ? Mais peut-être pensez-vous aussi au domaine militaire dans un objectif d'intégration globale des pays dans une certaine Europe de la défense ?

Vous rappelez le désastre en Syrie sans aborder la place que doit avoir l'Europe dans la reconstruction du pays, et que les alliances d'hier ne seront peut-être plus celles de demain comme le disent volontiers certains pays, légitimant sine die leur indépendance militaire. Mais la veille doit également se porter sur le domaine économique.

Comme le Président français et la Chancelière allemande, vous êtes convaincu du multilatéralisme, sans doute pour aborder ces accords commerciaux externes évoqués plus avant mais aussi pour rappeler que l'Europe peut très bien fonctionner à 28 ou à 27 et je l'espère sans négliger les groupes de cohérence de pays, généralement frontaliers ainsi que les relations bi ou trilatérales. Vous proposez d'avancer, sans doute justement sur des décisions à la majorité qualifiée pour certains sujets pour passer outre la barrière du consensus. Reste à franchir certaines résistances du Conseil comme le souligne le Président du Parlement. Et votre prise de conscience de la dimension globale doit être saluée.

S'agissant de la défense, vous avez relancé la notion d'Europe de la défense depuis 2014, avec la mise en place d'un fonds et de la coopération renforcée pour ne pas militariser plus mais pour rester indépendant sans devenir une forteresse. Je pense qu'il faut rajouter définitivement le mot « investissement industriel » à fonds de défense sinon nous pourrions penser qu'il s'agit aussi d'un fonds opérationnel qui serait pourtant une bonne mesure, même et surtout en poussant la création d'une gouvernance européenne au sein de l'OTAN de façon constructive et non avec les dernières attitudes remarquées pendant le sommet. Mais rassurez-vous, nos relations avec les Etats-Unis, avec lesquels nous réclamons une concurrence intelligente en Europe sur la place de leurs matériels, ne sont pas toujours au beau fixe.

Vous évoquez Galileo comme succès européen en oubliant Ariane mais sans doute faut-il aussi le considérer comme étant un projet structurant pour l'Europe. Auriez-vous pu évoquer la réussite de l'ESA, qui certes ne dépend pas de la Commission, qui doit veiller à la concurrence également dans le spatial et l'aéronautique avec le développement des solutions complémentaires.

Vous désirez arrêter les divergences géographiques mais n'ayons pas peur des groupes de cohérences, souvent géographiques, comme le Bénélux ou Visegrad, qui peuvent être de véritables laboratoires et qui peuvent apporter des dynamiques appréciables tout en veillant à la pérennité de la membrane externe et peuvent répondre de façon plus forte à une certaine solidarité interne européenne.

Vous vous soutenons pour taxer les géants de l'internet là où ils réalisent leurs bénéfices. Mais nous devons imaginer une certaine interdépendance en sachant que le pouvoir de ces derniers avec des chiffres d'affaires, pour certains, dépassant les budgets de pays riches. Nous pouvons aussi favoriser le développement de géants européens par des aides publiques européennes pour une certaine identité d'intelligence économique.

I.R.C.E. – Institut de recherche et de Communication sur l'Europe – Association de loi 1901

Siège : Maison de l'Europe de Paris – 29 avenue de Villiers – 75017 PARIS – siret 789 170 818 00023 – 00 33 (0)1 44 61 85 81

Adresse postale et de gestion : 12 rue du Port 21130 Les Maillys– 9499Z - 00 33 (0)3 80 57 38 42

www.irce-oing.eu – contact@irce-oing.eu



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Le Think Tank des dynamiques européennes

Dans un autre registre, nous devons également penser à l'indépendance ou l'interdépendance du chiffre notamment sur les activités stratégiques où le not Big Four only n'est sans doute pas suffisant.

Il faut aller de l'avant sur l'environnement et la santé en condamnant bien entendu l'utilisation des plastics à usage unique. Vous parlez bien entendu de votre facilitation sur le choix du changement d'heure mais pourquoi ne pas aller aussi au-delà des schémas actuels de l'Union de l'énergie afin de dessiner une autonomie, une sécurisation, une segmentation et une optimisation énergétique comme vous tentez de le faire pour l'industrie de défense, et notamment au profit du consommateur..

Vous réclamez que la Commission ne soit pas seule face au non respect des manquements en demandant donc un soutien de la part des Etats. Vous évoquez ici un aspect de gouvernance qui doit aussi sans doute revoir le positionnement certaines instances. Certaines demandes des électeurs des Etats doivent aussi être entendues qui légitimeront davantage les contraventions suite aux manquements de ces Etats et comme vous l'a signalé le Président du Parlement européen, il n'est pas normal que seule la Commission ait le pouvoir d'initiative législative. Au même titre que 24 pays possèdent deux chambres, un Sénat des régions, qui vous apparentez faussement aujourd'hui au Conseil, pourrait consolider certaines décisions. Nous pourrions également reparler de la gouvernance, du rôle et du contrôle des agences de la Commission en intelligence avec les agences nationales, chargées d'appliquer les politiques à leur niveau.

S'agissant de la sécurité, nous avons noté votre désir de supprimer les contenus terroristes dans l'heure, élargir le mandat du parquet européen aux actes terroristes, supprimer le blanchiment des capitaux au-delà des frontières et arrêter la manipulation par les pays tiers. Nous souhaitons fortement que les actions développées par l'agence numérique et cyber soient partagées largement et enrichies au niveau européen dans une coopération police gendarmerie renforcée.

Vous demandez la baisse des réfugiés dans une prise de conscience maintenue avec un équilibre responsable, dans la conservation d'un Schengen sans frontières intérieures et en arrêtant les solutions ad hoc, ainsi qu'une augmentation des gardes frontières. Si l'Europe ne doit pas être une forteresse, nous vous rappelons nos propositions sur la protection des côtes avec une solidarité par groupe des pays à la fois politique, financière, industrielle et opérationnelle. Les frontières internes peuvent être par ailleurs rétablies en cas de crise pour un meilleur cloisonnement du risque, comme dans un sous-marin ou un bateau et notamment sur la base d'une police européenne. Enfin, La gestion de l'arrivée des migrants pourrait être faite par la Turquie, bonne gestionnaire en dehors de l'Union européenne actuelle et avec laquelle vous avez établi des conventions financières qu'il faut bien valoriser, car il n'est pas non plus normal qu'une sorte de marchandage soit mis en œuvre à chaque arrivée de bateau.

Vous dites merci aux pompiers polonais qui sont allés aider la Suède et vous avez raison de montrer les solidarités, souvent issues de relations historiques, qui fonctionnent chaque année souvent discrètement et efficacement. Cette même solidarité peut s'exercer au niveau économique désormais en retour des fonds structurels reçus, peu à peu des pays du centre Europe

I.R.C.E. – Institut de recherche et de Communication sur l'Europe – Association de loi 1901

Siège : Maison de l'Europe de Paris – 29 avenue de Villiers – 75017 PARIS – siret 789 170 818 00023 – 00 33 (0)1 44 61 85 81

Adresse postale et de gestion : 12 rue du Port 21130 Les Maillys– 9499Z - 00 33 (0)3 80 57 38 42

www.irce-oing.eu – contact@irce-oing.eu



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Le Think Tank des dynamiques européennes

vers les pays fondateurs comme il peut être fait pour le sujet suivant et donc non uniquement à sens unique.

Votre passage sur l'Afrique est important. Vous avez raison, la charité doit laisser désormais la place à un vrai partenariat avec engagements réciproques, à une alliance sur les investissements pour développer des emplois durables, avec également un développement d'Erasmus, peut-être pour éviter un trop grand développement des instituts Confucius. Au-delà des partenariats, nous devons définir une vraie stratégie adaptée pour chaque pays ou groupes de pays et développer une interdépendance Europe-Afrique, pas toujours dans le même sens, qui peut définir et affiner des projets réalistes et réalisables bons pour l'Afrique mais aussi pour l'Europe en retour avec une valorisation des expériences en développement de projets, de produits ou de services permettant aux Africains de développer leur continent et d'y rester sauf de bon droit comme chacun d'entre nous. Ne controns pas la démarche chinoise si elle y parvient, comme disent certaines personnalités européennes, mais sachons continuer à apporter un savoir, un savoir faire et un savoir être propice à certains fruits dans de nombreux domaines pour notamment développer le commerce qui, comme vous le soulignez, n'est qu'à hauteur de 36% avec l'UE. Certains exemples existent déjà et les Africains reconnaissent le bien fondé de cette démarche. La solidarité et le fonctionnement de l'Europe peut aussi en tirer les fruits car certains pays européens peuvent aussi se faire valoir en dehors des anciennes grandes nations coloniales traditionnelles, si ces dernières l'acceptent. N'oublions pas non plus que l'impulsion européenne n'est pas ou plus forcément appréciée et qu'il convient de plutôt apporter une démarche de coaching plutôt que de conseil ou d'orientation à partir de nos solutions pour des sujets structurants et que le saupoudrage ciblé doit être ici plutôt la règle pour éviter certaines habitudes et attitudes humaines et culturelles de canalisations arides.

Le sujet du Brexit avec le Royaume-Uni, souvent considéré comme sempiternel contre leader, est important pour de multiples raisons et non uniquement pour savoir à quelle sauce les Britanniques vont être mangés comme s'ils avaient perdu la guerre sans condition. Oui, nous devons respecter le départ avec regrets et devons effectivement demander de respecter les réalités de départ à savoir l'arrêt de profiter du marché unique, afficher une loyauté et une solidarité à l'Irlande mais avec la difficile question des frontières. Vous dites que l'UE ne doit pas être responsable mais ne doit-elle pas prendre sa part dans une négociation raisonnée avec solution de rechange. Ceux qui ont vécu un divorce personnel ou professionnel le savent bien. Même si un divorce est généralement ravageur, tentons de conserver des liens privilégiés avec le Royaume-Uni, comme avec la Norvège qui sait profiter des avancées de l'UE sans en être membre et qui sait insuffler certaines idées. Pensons que certains pays affirment avoir perdu un allié. Je rappelle souvent à Michel Barnier qu'au-delà de sa tâche de négociateur et des conséquences, il convient de faire correctement l'exercice du deuil avec un coup de tamis en analysant aussi les causes afin d'éviter certains nouveaux exemples sans oser les citer. Au même titre que le centre de gravité européen a bougé avec les dernières intégrations, on peut se poser la question de savoir si le style de leadership, la structure, les règles et la politique générale ne devrait pas être revue à chaque élection nationale sans les bouter de par l'effet cliquet.

En matière de politique étrangère, vous espérez entendre l'Europe parler d'une seule voix en arrêtant les diplomaties nationales et parallèles, en faisant progresser le respect des droits de l'homme et les relations extérieures par un vote à la majorité qualifiée comme vous l'aviez déjà suggéré.

I.R.C.E. – Institut de recherche et de Communication sur l'Europe – Association de loi 1901

Siège : Maison de l'Europe de Paris – 29 avenue de Villiers – 75017 PARIS – siret 789 170 818 00023 – 00 33 (0)1 44 61 85 81

Adresse postale et de gestion : 12 rue du Port 21130 Les Maillys– 9499Z - 00 33 (0)3 80 57 38 42

www.irce-oing.eu – contact@irce-oing.eu



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe
Le Think Tank des dynamiques européennes

Et pourquoi pas utiliser effectivement ce style de vote pour la fiscalité notamment celle touchant les entreprises mais avec sans doute un volant de souplesse pour la TVA afin de les Etats puissent conserver des outils de régulation leur permettant d'atteindre leurs objectifs budgétaires.

Vous mentionnez le rôle international de l'Euro et le nécessaire renforcement de l'UEM Et estimez inacceptable que l'UE règle 80% de sa facture d'énergie en dollars et vous avez raison. L'euro fort, protecteur des crises et qui facilite les échanges entre pays d'une même monnaie, doit être portée par les nations en toute reconnaissance de sa puissance et de son rôle mondial. Les failles inflationnistes du passage à l'unité d'euro sont désormais derrière nous. Il serait par contre plus judicieux de favoriser les entreprises contractant en euro plutôt que pénaliser celles qui seraient influencées par d'autres pays. Vous n'abordez pas le sujet structurel de la zone euro et vous avez raison sauf à y envisager des mesures propres à chaque groupe d'économie.

Vous n'abordez pas le domaine des PME, de la recherche fondamentale et de l'innovation qui ne sont pourtant pas oubliées dans votre dispositif avec même des mesures spécifiques mais qui ne doivent pas être confondues dans les mesures d'investissement générales et qui doivent bénéficier d'une meilleure capitalisation et valorisation.

Vous rappelez la liberté de la presse, la vertu du compromis, l'état de droit et le respect des décisions de la Cour de Justice Européenne sans néanmoins aborder les problématiques croissantes entre les droits anglo-saxon et romain.

Vous souhaitez une prise de conscience de la dimension sociale, il est vrai encore peu reconnue, ainsi que voir les listes transnationales en 2024, comme nous le souhaitons également dans notre identité transverse, non dans un esprit de lissage mais pour une meilleure valorisation des complémentarités comme dans tout bon management des organisations.

Dans un souci de limitation des propos, je ne reprendrai pas ici les autres domaines de politique générale non abordés sur lesquels nous avons également des propositions.

Je soulignerai enfin la proposition du PPE, souvent décrié par ses freins conservateurs, de faire rentrer la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie dans l'espace Schengen ainsi que la volonté du S&D, qui a souvent fait avancer l'Europe et qui vous soutien bien que candidat PPE, d'ouvrir un pacte pour un avenir décent des pays du centre Europe, qui commencent à se tourner vers la Chine, voire même la Russie dont vous n'avez pas abordé la nécessaire relation, et qui pourrait être pays observateur pour garder le fil de communication, comme à l'OTAN.

Je reste à votre disposition pour échanger sur les sujets que vous souhaiteriez aborder et vous prie d'agréer, monsieur le Président, mes salutations distinguées.

François CHARLES
Président